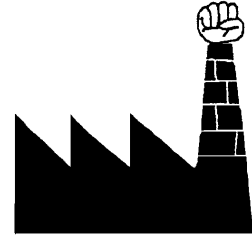


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La cinquième colonne du MEDEF

La lutte de classes n'aura pas connu de répit durant la soi-disante "Trêve des confiseurs". Ce sont en effet deux mauvais coups que le Capital vient d'asséner au monde du travail, finissant 2002 en s'attaquant à l'assurance chômage et commençant 2003 en dénonçant l'assurance retraite. Dans les deux cas, il aura pu profiter de la complicité d'une partie des appareils syndicaux qui, pour des causes diverses (opportunisme gestionnaire, corporatisme étriqué, bureaucratisation d'appareils, privilèges personnels et surtout collaboration idéologique) auront agi en véritable cinquième colonne du MEDEF.

La signature le 20 décembre dernier de l'accord scélérat de l'UNEDIC, n'a pu être obtenu qu'avec le soutien d'organisations syndicales à la botte du patronat (CFTC, CGC et, *primus inter pares*, CFDT). L'esprit et les principales dispositions de ce plan dit de "redressement" tendent à dénaturer encore plus ce droit social collectif qu'était l'assurance chômage en une aumône que consentent à verser à "leurs" pauvres dociles et reconnaissants les Dames Patronnesses du MEDEF et les culs-bénits de la CFDT. Sûr de lui, la veille de cette oukase patronale, Raffarin pouvait claironner sur toutes les ondes qu'il offrait généreusement encore cette année la fameuse "Prime de Noël aux chômeurs" (ô combien équivoque), et se permettre le lendemain de la reprendre au centuple...

Quinze jours plus tard la droite ouvrait son chantier prioritaire de démolition du régime des retraites. L'épisode EDF-GDF aura été édifiant. C'est en effet avec le concours actif de syndicalistes réformistes que gouvernement et direction

s'efforcent de démanteler les conquêtes sociales des électriciens et gaziers. Avec des responsables de la CFDT bien sûr, mais aussi des dirigeants de la CGT (c'est plus récent et ça n'arrange rien...) résignés face aux exigences du capitalisme financier. Denis Cohen, secrétaire général de la fédération Mines Energie - CGT, défendait le projet de la direction en déclarant "*qu'il permettait à EDF d'obtenir une meilleure notation [par les marchés financiers !] pour mieux s'endetter afin de pouvoir poursuivre son développement [capitaliste!]*". La résistance de la base et le résultat du référendum auront pour l'heure permis de faire échouer la manoeuvre.

La tâche du mouvement social s'annonce rude. Il lui faudra mener le combat contre patrons et gouvernement solidaires en organisant, comme en 95 (où les cheminots et... Thibault jouaient les fers de lance), la jonction de multiples luttes sectorielles. Mais il faudra aussi que la base déborde le plus largement et rapidement possible les bureaucraties syndicales et expulse des cortèges, comme Notat l'a été en 95, (*Et hooooop !, Thibault, plus haut que Carrero !*) tous ceux qui auraient dû logiquement faire carrière devant un ordinateur du Palais Brongniart.

Denis Cohen justifiait sa collaboration avec la direction par ce propos singulier: "*Je me sens politiquement révolutionnaire, mais pas en tant que syndicaliste*". Et si on lui faisait revivre, à celui-là, les origines anarcho-syndicalistes de la CGT ?...



Venezuela : aspects de la lutte de classes

Tandis que “chez nous”, pour l’instant, quelques grasses raffarinades suffisent à conserver les esprits dans un état consternant de résignation, en Amérique latine, par contre, l’esprit de révolte provoque ici et là des sursauts d’intelligence collective. C’est le cas, par exemple, au Venezuela. Si le mouvement social européen naissant doit bien sûr manifester sa solidarité avec les opprimés, il serait important aussi qu’il cherche à analyser les formes que prend au Venezuela la lutte de classes qui traverse actuellement des épisodes qui la rendent particulièrement visible, pour en tirer des leçons.

Ce qui arrive à Chavez pourrait ressembler à bien des égards à ce qui arriverait à un dirigeant européen (ou à Lula, au Brésil ?) qui s’aviserait de tenir ses promesses électorales.

Les bourgeois vénézuéliens se sont assurés la complicité de responsables syndicaux corrompus; vous ne verriez pas, en France, des responsables d’un syndicat tout disposés à jouer les supplétifs patronaux ?...

Les grands médias privés du Venezuela pratiquent une propagande éhontée, que les réseaux de contre-information s’efforcent de combattre. On ne dispose pas, en Europe, d’une presse alternative capable de résister au poids écrasant de l’idéologie dominante; un manque qui se ferait encore plus cruellement sentir si, ici, la température sociale venait à monter...

On reprend ci-dessous un texte d’une militante espagnole paru dans le journal électronique “La Riposte” et des extraits d’un autre, produit par Attac France. Pour dire ce que les grands médias ne disent pas et pour alimenter la réflexion.

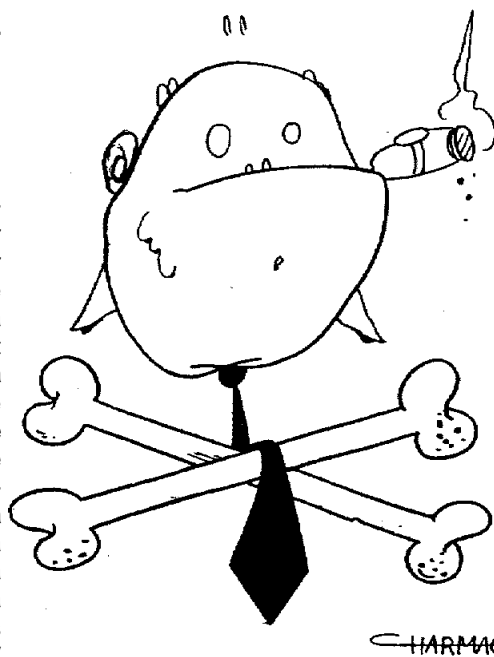
Venezuela : la classe dirigeante prépare un nouveau coup d’Etat

La classe ouvrière doit passer à l’offensive ! Contre le lock-out patronal ! Pour le contrôle ouvrier des entreprises ! De nouveau, la bourgeoisie vénézuélienne tente de mettre un terme au processus révolutionnaire qui s’est ouvert au Venezuela. Après l’échec du coup d’Etat du 11 avril, l’oligarchie prépare un nouveau putsch, ouvertement, sans scrupule, et avec le soutien de l’impérialisme américain. Ils demandent à présent aux patrons d’imposer un lock-out illimité et exigent la démission d’Hugo Chavez et de son gouvernement.

Les mensonges des médias bourgeois

Comme c’est toujours le cas, les capitalistes du monde entier mentent pour défendre leurs intérêts et désorienter les ouvriers. Les médias expliquent une nouvelle fois qu’il y a eu un “appel à la grève générale contre le gouvernement de Chavez”. Or, rien n’est plus loin de la vérité. Il n’y a aucune grève générale au Venezuela. Et il n’y a pas eu de grève générale depuis l’élection de Chavez. Ce sont les patrons qui imposent des lock-out avec le soutien de la petite bourgeoisie et de la fraction la plus corrompue et quasi-mafieuse de la bureaucratie qui dirige aujourd’hui la CTV (Confédération des Travailleurs Vénézuéliens). Cette fraction de la CTV

avait déjà donné son appui lors du coup d’Etat manqué du 11 avril qui avait tenté d’imposer Pedro Carmona, le chef de l’organisation patronale, à la tête de l’Etat. Le coup a échoué - nous ne devons pas l’oublier - parce que la masse des ouvriers et des autres classes opprimées du Venezuela s’y sont opposées et sont massivement descendues dans les rues. La prétendue grève générale n’est rien d’autre qu’un lock-out patronal. Nous ne devons pas oublier que la



grève est une arme des ouvriers contre les employeurs et leur gouvernement. Au Venezuela, les ouvriers n’ont pas appelé à la grève, et n’y participent pas. Ce sont plutôt les employeurs et les petits propriétaires de magasin qui la font. Si les médias capitalistes s’acharnent à parler de “grève”, ce n’est pas parce qu’ils ne comprennent pas la signification de ce mot, mais parce qu’ils veulent prévenir la solidarité active du mouvement ouvrier international avec la classe ouvrière et les opprimés du Venezuela. Ils mentent également quand ils disent que la “grève” est massivement suivie. D’après les informations que nous avons reçues de camarades de différentes régions du Venezuela, ainsi que par le biais de sites Internet qui soutiennent la révolution (comme Aporrea et Antiescualidos), le lock-out a des résultats très inégaux. Il y a même eu des cas où les employeurs baissent les rideaux de leur entreprise pour donner l’impression d’une inactivité, mais forcent les ouvriers à travailler. La plupart des grands supermarchés ont fermé leurs portes, comme les petits magasins dans les quartiers les plus riches des villes. Mais dans les quartiers ouvriers, les magasins sont ouverts.

La situation actuelle

Une fois de plus, la classe dirigeante prépare un coup d’Etat en cherchant à créer une situation de chaos, au moyen du manque en approvisionnement alimentaire, de l’insécurité et du désordre - tout cela dans le but de rendre la classe moyenne hystérique. Cette tactique n’a rien de nouveau. Les capitalistes l’ont

déjà utilisée dans un certain nombre de pays, par exemple au Chili. Ils l'ont aussi utilisée pour le coup d'Etat du 11 avril, au Venezuela. Ils ont alors fait tirer sur une manifestation du mouvement bolivarien (qui soutient le président Chavez), prétendant que les tirs venaient de l'autre côté, afin de justifier une intervention de l'armée, qui avait déjà préparé le coup d'Etat. A présent, ils envoient leurs partisans manifester dans les rues au cri de "guerre! guerre!" afin de provoquer une situation de panique et le chaos dans les villes principales et autour des raffineries de pétrole de la PdVSA (la compagnie pétrolière de l'Etat). Il semble clair que l'armée est divisée. Ces derniers jours, Chavez a destitué certains officiers favorables au coup d'Etat. Mais on ne peut pas exclure qu'une fraction de l'armée actuelle, qui jusqu'à présent semble fidèle au gouvernement, tente un nouveau coup d'Etat. Souvenons-nous que Pinochet avait aussi juré fidélité au gouvernement de Salvador Allende. De toute façon, il semble clair qu'une majorité des soldats soutiennent le processus révolutionnaire. Confrontés à un mouvement audacieux de la classe ouvrière, ils ne suivraient certainement pas les officiers contre-révolutionnaires - comme on l'a déjà vu lors du coup d'Etat avorté du 13 avril.

Les ouvriers contre- attaque

C'est parmi les ouvriers que la riposte au coup d'Etat s'organise. Un certain nombre de syndicats nationaux ont déjà exprimé leur opposition active aux lock-out patronal. Des centaines de syndicats locaux et régionaux ne s'identifient pas avec la direction réactionnaire de la CTV, menée par le putschiste Carlos Ortega. Mais il est nécessaire de faire un autre pas en avant, vers l'organisation d'un véritable mouvement syndical révolutionnaire, d'une CTV fondée sur sa base, les travailleurs, avec une perspective révolutionnaire, qui représente et s'appuie sur ses meilleures traditions militantes. Il est nécessaire de coordonner et organiser le mouvement syndical pour montrer à la classe ouvrière vénézuélienne, mais aussi en Amérique latine et dans le reste du monde, que le véritable mouvement syndical, au Venezuela, ce n'est pas Carlos Ortega et sa bande de bureaucrates réactionnaires.

Nous devons comprendre que les seuls alliés véritables du processus révolutionnaire au Venezuela sont tous les travailleurs et opprimés de ce monde. C'est pourquoi la classe dirigeante et les réformistes répandent à travers la planète l'idée que le mouve-

ment syndical de la CTV soutient le coup d'Etat. Ils créent ainsi une énorme confusion parmi les travailleurs et les militants syndicaux européens. Il est donc très important que les syndicalistes vénézuéliens fassent un appel direct au mouvement des travailleurs organisés dans le reste du monde pour demander leur soutien actif. "**El Militante**" <<http://www.elmilitante.org/>> est prêt à soutenir l'initiative d'une campagne internationale de solidarité avec le vrai mouvement syndical vénézuélien, celui qui combat la réaction.

Voici quelques exemples de ce mouvement :

Le président du syndicat des transports de Caracas a rencontré le vice-président Rangel pour garantir le fonctionnement normal du métro et des autobus. "*Nous ne soutenons pas l'interruption du trafic et nous ne la rejoindrons pas. Nous sommes contre cette grève active et nous y répondrons par un travail actif*" (<http://www.aporrea.org>).

Le syndicat de l'acier en Orénoque a publié un rapport expliquant "*que 4.000 ouvriers sont allés travailler aujourd'hui... Nous n'acceptons pas la grève organisée par les sommets du FEDECAMARAS - l'organisation patronale - et de la CTV. Nous ne reconnaissons pas*



ces derniers comme les chefs du mouvement ouvrier vénézuélien... Nous devons nous réapproprier la CTV, en faire un instrument de lutte pour faire valoir les intérêts des ouvriers du pays".

A Caracas, l'Union Nationale des Journalistes a dénoncé les patrons des médias qui ferment leurs presses et ont lancé un appel aux journalistes pour qu'ils "*organisent en permanence des assemblées massives sur leurs lieux de travail*".

L'Organisation des Indiens de l'Ama-

zone, qui représente 19 groupes ethniques, a dénoncé la "*grève pour le coup d'Etat*" et ratifié son "*appui total au processus révolutionnaire*".

Nous savons également que les ouvriers du pétrole de la PdVSA vont aux raffineries, malgré le boycott et le sabotage des directeurs et des cadres administratifs de la compagnie. Voici un extrait d'une lettre envoyée par un ouvrier de la PdVSA à l'Assemblée Révolutionnaire Populaire (Aporrea) : "*Il apparaît clairement que quelques directeurs, surveillants en chef, directeurs de secteur et surveillants, pensent toujours que l'entreprise leur appartient et qu'ils peuvent en faire ce qui leur plaît. Ils oublient que le peuple est l'actionnaire majoritaire de cette entreprise. Ces messieurs risquent d'être surpris par un soulèvement du peuple contre leur tentative de sabotage. Il faut en finir avec eux comme on le fait avec une dent pourrie : le seul moyen de ne plus sentir de douleur est d'arracher la dent*".

Plus important encore est le fait que des sections du mouvement ouvrier commencent à tirer de profondes conclusions sur ce qui se passe, et en particulier sur la nécessité de prendre l'initiative. Par exemple, l'assemblée des travailleurs de la poste a envoyé une lettre à Chavez dans laquelle non seulement elle réaffirme l'appui des salariés au processus révolutionnaire, mais surtout souligne la nécessité de prendre en main la marche des événements : "*Aujourd'hui, nous trouvons en nous-mêmes la force et l'esprit de la Constitution. Vos déclarations et vos discours nous invitent d'ailleurs à être les principaux protagonistes de notre avenir, à travers notre participation et l'exercice du pouvoir du peuple [...]. Ainsi, nous vous demandons, en tant qu'élément de ce pouvoir populaire, de nous permettre de continuer à élire nous-mêmes les directeurs à IPOSTEL [l'entreprise postale vénézuélienne], de sorte que les travailleurs puissent commander et contrôler ceux qu'ils élisent pour qu'ils défendent les intérêts des travailleurs [...]. C'est tout pour le moment. Nous sommes convaincus que vous donnerez votre accord à la participation des masses travailleuses pour approfondir et renforcer le processus révolutionnaire. La direction de ce mouvement doit revenir aux travailleurs eux-mêmes*" (<http://www.antiesscualidos.com>).

La page Web d'Aporrea explique également comment "*mardi, dans les premières heures de la matinée, les ouvriers dans la ville d'Aragua ont pris le contrôle des usines avec l'appui de leurs familles. Par une action courageuse, les ouvriers se sont emparés de l'usine Pepsi-Cola. Les patrons ne pourront plus continuer à manoeuvrer et*

jouer avec les ouvriers vénézuéliens”.

Ce ne sont là, pour le moment, que des cas isolés d'initiative et de participation active des travailleurs. Cependant, il est clair que si la classe ouvrière souhaite mettre un terme, une bonne fois pour toutes, au danger d'un nouveau coup d'Etat, l'énorme force du mouvement doit être orientée vers un but clair et concret : l'expropriation politique et économique de la classe dirigeante. Dans la lutte contre les lock-out patronaux, il n'y a pas d'autre moyen que l'occupation des usines et l'organisation de la production sous le contrôle des ouvriers. Ils doivent organiser des réunions de masse pour choisir démocratiquement leurs représentants, qui doivent ensuite être révocables à tout moment. Ces représentants devraient coordonner et planifier tous les secteurs de la production selon les besoins de la majorité de la société. Pour garantir aux usines les ressources économiques nécessaires, ils devraient également exproprier les banques, sous contrôle ouvrier et sans indemnité pour les propriétaires, afin d'empêcher la fuite des capitaux et récupérer les milliards de dollars qui ont déjà quitté le pays. Les ouvriers de la PdVSA devraient suivre l'exemple des travailleurs d'IPOSTEL, et organiser la production en élisant et contrôlant directement les cadres et directeurs de l'entreprise. Les paysans sans terre soutiennent le mouvement bolivarien. Mais ils ne peuvent pas se laisser passivement assassiner par les gangsters aux ordres des propriétaires terriens chaque fois qu'ils essayent de mettre en application la loi de réforme agraire. C'est une priorité pressante, pour le mouvement révolutionnaire, de nationaliser immédiatement les latifundia, de les placer sous le contrôle des travailleurs, et de planifier la production agricole selon les besoins de la majorité de la population. C'est le seul moyen pour garantir l'approvisionnement en marchandises alimentaires des centres urbains.

Les forces réactionnaires descendent dans les rues pour créer le chaos, et organisent même des détachements armés contre les révolutionnaires. La réponse doit être claire. Des milices ouvrières devraient être organisées pour répondre à ces attaques, et garantir la paix et la tranquillité aux ouvriers et leurs familles. Ces milices, sous le contrôle des organisations ouvrières, devraient lancer des appels aux soldats pour former dans les casernes des comités révolutionnaires reliés aux organes ouvriers. C'est le seul moyen de se débarrasser des officiers putschistes et de garantir une vie normale aux casernes. La classe ouvrière et les opprimés vénézuéliens sont ceux qui font marcher l'économie. Les patrons peuvent fermer les usines, mais si les ouvriers les ouvrent et les font fonctionner, ils prouveront dans la pratique ce que nous savons tous : c'est le travail de la classe ouvrière qui est l'élément principal de l'économie. C'est la seule classe qui produit des richesses.

Il est temps d'agir ! Le mouvement révolutionnaire doit prendre l'initiative. Les ouvriers doivent prendre leur avenir en main, et construire une société dans laquelle le chômage, la misère et la faim ne seront plus qu'un vieux cauchemar. Cette société, où les moyens de production seront utilisés dans l'intérêt de la majorité de la population, offrira une issue aux millions de personnes opprimées, en Amérique latine comme dans le reste du monde. Comme le disait Marx, dans ce processus révolutionnaire, les ouvriers n'ont rien à perdre que leurs chaînes, et ont un monde à gagner.

Emilia Lucena, " *El Militante* " 4 Décembre 2002



Contre la désinformation sur le Venezuela

Nos amis d'Attac Venezuela, et d'autres mouvements sociaux de ce pays – en particulier le secteur extrêmement actif des médias communautaires nous [apportent] un très grand nombre d'informations que les médias français ne répercutent pas. Au Venezuela, les grands moyens d'information sont devenus des organes putschistes, des fomenteurs de guerre civile. Même à la veille du coup d'Etat de Pinochet au Chili en septembre 1973, l'ennemi n° 1 du gouvernement légal de l'Unité populaire, le quotidien "El Mercurio" n'était jamais allé aussi loin. Il pourrait même faire figure de modèle de déontologie quand on le compare aux radios et télévisions commerciales et aux quotidiens de Caracas.

C'est pourquoi, lors du prochain Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre (23-28 janvier 2003), nos amis d'Attac de plusieurs pays d'Amérique latine (notamment du Brésil et du Venezuela) ont prévu, les 27 et 28 janvier, un séminaire et divers ateliers sur la Révolution bolivarienne. Dans ce cadre, un "Mur de la honte médiatique vénézuélienne" exposera, sans commentaires, des Unes de quotidiens de Caracas. De même, seront diffusés en boucle des extraits de programmes des télévisions commerciales. Les participants au FSM, et en particulier les très nombreux journalistes présents, pourront ainsi avoir une idée de l'ampleur d'un bourrage de crâne que n'aurait pas renié Goebbels, et auquel sont soumis les citoyens du Venezuela. Malheureusement, par facilité, par absence de vérification des informations ou par hostilité au processus de réforme en cours, trop nombreux sont les médias d'autres pays qui relaient cette propagande grossière. L'honneur de la profession est sauvé par les médias alternatifs ("chavistes" ou non) qui, au prix de risques physiques considérables, s'efforcent de fournir une couverture honnête de la situation.

(...) Toutes les manifestations hostiles à Chavez, qui rassemblent effectivement beaucoup de monde, sont largement évoquées, ce qui est normal. Ce qui, en revanche, est anormal, c'est que les manifestations favorables à Chavez (qui rassemblent régulièrement au moins 2 fois plus de gens), sont systématiquement reléguées en "brèves" ou ignorées. De même l'expression "grève générale", constamment utilisée, n'est pas exacte. La grande majorité de la population n'est pas en grève, même si le hold-up des hauts cadres de la compagnie pétrolière nationale PDVSA sur ce secteur stratégique rend la situation très difficile. On dit aussi trop rarement que le patronat vénézuélien s'est engagé à payer les salaires des "grévistés", ce qui en dit long à la fois sur la nature de la "grève" et sur les marges de manoeuvre financière des employeurs.

A supposer, évidemment, qu'ils tiennent paroles (...)

Attac

Vers un Etat post-fordiste

(A propos de la réforme de l'Etat)

La «réforme de l'Etat» fait partie des grands chantiers et des chantiers prioritaires du nouveau gouvernement. Tant de fois annoncée par les gouvernements précédents, cette réforme fait figure de serpent de mer, voire d'Arlésienne. Et le scepticisme à son égard se renforce encore à la mesure du flou de l'expression.

En fait, cette réforme est engagée, en France comme ailleurs dans les Etats centraux, ceux de la Triade nord-américaine, ouest-européenne et sud-est-asiatique, depuis une bonne vingtaine d'années. En France, elle a été officiellement lancée par les lois de décentralisation de 1982-1983 (les lois Defferre), qui ont conduit à un renforcement des pouvoirs publics locaux, renforcement qui n'a fait que s'amplifier depuis. Et cette même réforme est destinée à se poursuivre dans les prochaines décennies. L'objectif de cet article est de préciser quel est le modèle d'Etat qu'elle nous prépare; d'en dessiner en quelque sorte l'épure, de manière à rendre intelligible le développement nécessairement plus confus et plus chaotique par lequel cette épure est en train de se réaliser sous nos yeux.

Vers un Etat démultiplié

Cette réforme peut et doit se comprendre dans le cadre du processus de transnationalisation du capitalisme qui est cours depuis quelques décennies.⁽¹⁾

Historiquement, le développement du capitalisme et la formation de l'Etat-nation sont allés de pair, l'un étant la condition de l'autre ; jusqu'à imprimer à l'espace mondial cette structure caractéristique qu'est l'actuel système des Etats-nations, certes inégalement développés, selon la position des dits Etats dans la hiérarchie mondiale. L'apogée de ce couplage de l'Etat-nation et du capitalisme est atteint pendant la courte période qui sépare la fin de la Seconde Guerre mondiale de l'ouverture de la crise structurelle du capitalisme qui s'enclenche au milieu des années 1970, et dont nous ne sommes toujours pas sortis. Au sein des Etats capitalistes centraux, le compromis fordiste fait alors de l'Etat national le véritable maître d'œuvre de l'ensemble des conditions matérielles, institutionnelles et idéologiques de la reproduction du capital. Tandis que, par delà leur internationalisme affiché, les Etats soi-disant socialistes entament et parachèvent de même la construction nationale dans des forma-

tions périphériques et semi-périphériques qui se sont mis à l'abri du marché mondial. Et que, simultanément, tous les peuples accédant à l'indépendance politique à la faveur de la dislocation des grands empires coloniaux européens tentent, eux aussi, d'adopter ce même modèle de l'Etat-nation, avec un succès très variable.

Très rapidement cependant, au centre du système mondial, précisément parce qu'il est dopé par sa régulation dans le cadre des différents Etats-nations, le processus d'accumulation du capital va avoir tendance à déborder ce cadre, en initiant une internationalisation croissante des marchés et de la production à partir des années 1960, dont la formation, la croissance et bientôt la prépondérance des firmes multinationales seront l'indice le plus apparent. Processus que l'enrayement de la dynamique de l'accumulation fordiste ne fera qu'accélérer à partir de la décennie suivante, notamment sous la forme de la constitution d'un marché financier transnationalisé, impliquant la déréglementation de l'ensemble des marchés nationaux.

Dans ce cadre, l'Etat-nation devient rapidement tout à la fois trop petit pour régler les grands problèmes; de même que trop grand pour s'occuper des petits problèmes. **Trop petit pour ces grands problèmes** que sont aujourd'hui, pour m'en tenir à eux :

- ceux que pose à l'avenir de l'humanité (bien au-delà de l'avenir du capitalisme lui-même) la crise écologique planétaire, dont l'épuisement des ressources minérales, l'appauvrissement de la faune et de la flore, la dégradation des éléments de la biosphère (eau, air, terre), la déstabilisation des écosystèmes planétaires (par exemple l'aggravation de l'effet de serre) sont les symptômes les plus nets;
- ceux que pose à la classe dominante elle-même dans son ensemble (à la bourgeoisie comme classe elle-même en cours de transnationalisation) l'indispensable régulation de l'accumulation du capital à l'échelle planétaire, à l'échelle du marché mondial; régulation qui, contrairement à ce que disent les libéraux, ne saurait être abandonnée aux seuls marchés sans menacer à terme les conditions mêmes de sa domination de classe;
- ceux que pose aux différentes fractions correspondantes de la classe dominante l'intégration croissante des

Etats centraux en systèmes d'Etats (par exemple les différents pôles de la Triade), incluant chacun différents Etats centraux, semi-périphériques et périphériques; dont l'édification et l'élargissement continu de l'Union Européenne nous offrent un exemple vivant.

Chacun de ces groupes de problèmes et plus encore leur ensemble contraignent les différents Etats-nations à abandonner une partie de leur souveraineté au profit d'instance transnationales, qu'il s'agisse des firmes multinationales elles-mêmes; d'institutions érigées en organes supra-nationaux de pilotage de l'économie mondiale (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC); ou encore, précisément, les différents systèmes d'Etats en cours de constitution, que je viens d'évoquer.

Trop grands pour s'occuper des petits problèmes. Entendons par là essentiellement les problèmes locaux. Car la transnationalisation ne déborde pas les différents Etats-nations seulement par le haut, mais tout aussi bien et simultanément par le bas. C'est que la déréglementation des marchés nationaux, l'abandon des politiques nationales d'aménagement et de développement du territoire conduisant à une mise en concurrence systématique des différents régions, bassins d'emplois, «pays», etc., conduit l'Etat-nation à s'en remettre de plus en plus aux pouvoirs publics locaux pour assurer les conditions matérielles et sociales générales du développement capitalisme dans l'espace qui est de leur ressort. Avec pour conséquence inévitable une accentuation des inégalités de développement entre ces différents territoires, dont chacun est en quelque sort abandonné à lui-même, à ses propres ressources et dynamisme (ou absence de ressources et de dynamisme) pour faire face aux contraintes et opportunités du marché mondial. Chacun (chaque territoire) pour soi et le marché mondial pour tous, telle est la nouvelle morale implicite qui préside à la réforme de l'Etat.

Celle-ci consiste donc en définitive en une *démultiplication de l'Etat*. A l'Etat replié et concentré sur l'espace national se substitue ainsi progressivement, du moins dans les formations nationales centrales, un Etat démultiplié en trois instances et niveaux d'intervention : *supra-national*, dans des rapports de coopération, de concurrence et de conflit avec d'autres instances, privés ou publiques, opérant au sein de l'espace économique et politique international; *infra-*

national, là encore dans des rapports de coopération, de concurrence et de conflit avec des opérateurs privés (entreprises) ou civils (mouvements associatifs); *national*, enfin, tant du moins que l'Etat-nation reste le seul espace légitime de formation des compromis entre les différentes classes sociales. Le tout ne conduisant absolument pas à un affaiblissement de l'Etat mais à son renforcement. Ou, si l'on veut, l'affaiblissement de l'Etat-nation est la condition en même temps que le masque du renforcement de cet Etat démultiplié, en un sens lui aussi transnationalisé.

Vers un Etat diffus, flexible et fluide

Cette modification de la structure de l'Etat, qui conduit en définitive à dissocier en partie le couple séculaire formé par l'Etat et la nation, va nécessairement s'accompagner d'une transformation de son mode de fonctionnement. Pour saisir là encore les grandes lignes de cette dernière, il faut prendre au sérieux l'ambition de nos réformateurs de l'Etat de modeler le fonctionnement de ce dernier sur celui de l'entreprise capitaliste actuelle, autrement dit de l'entreprise post-fordiste.

Trois traits essentiels distinguent cette dernière : il s'agit d'une entreprise simultanément *diffuse*, *flexible* et *fluide*.

Une entreprise diffuse: contrairement à l'entreprise fordiste qui concentrait (à la fois géographiquement, institutionnellement, juridiquement) au maximum les activités productives et gestionnaires, sur un mode pyramidal, en favorisant ainsi du même coup la concentration et la centralisation de la main-d'œuvre salariée, son organisation (syndicale et politique) et, partant, l'expression de sa conflictualité; l'entreprise post-fordiste s'organise en un réseau d'unités de production et de gestion (qui peut compter quelquefois jusqu'à plusieurs milliers de telles unités), éclaté sur un territoire (qui peut être à la taille du marché mondial lui-même), que son centre dirige, organise et contrôle à distance, tout en laissant une autonomie variable à ses éléments composants, dont le statut est lui-même variable.

Une entreprise flexible: contrairement à l'entreprise fordiste qui n'était adaptée qu'à la production en longues séries d'un petit nombre de produits standardisés, l'entreprise post-fordiste se propose de produire en séries plus courtes des produits plus variés, de manière à s'adapter sans cesse à une demande fluctuante en quantité et en qualité; autrement dit de se rendre capable de réagir aussi vite que possible aux

fluctuations du marché.

Enfin **une entreprise fluide**: si l'entreprise fordiste a essentiellement cherché à réaliser l'objectif taylorien de lutte contre la flânerie du travailleur et y est parvenu dans une large mesure grâce à la parcellisation et à la mécanisation du travail; l'entreprise post-fordiste se donne elle pour objectif de lutter contre la flânerie du capital : d'accélérer au maximum la rotation du capital, tant dans sa phase de production que dans sa phase de circulation; autrement dit de pousser à bout l'obsession capitaliste de contraction du temps.

On sait que pareilles diffusion, flexibilité et fluidité supposent le développement tout à la fois d'une nouvelle base technologique pour le capital (l'informatisation des procès de travail); de nouvelles formes d'organisation du travail (impliquant de nouvelles formes de coopération et de division du travail, de nouvelles qualifications, de nouveaux métiers); de nouvelles formes d'emploi (à la fois plus flexibles et plus précaires); de nouvelles formes de mobilisation idéologique de la main-d'œuvre (passant en particulier par l'individualisation du rapport salarial). Autant de transformations qui sont en cours, là encore inégalement développées selon les entreprises, les branches, les régions, les nations, etc.

C'est directement à ce modèle que nos réformateurs entendent conformer le fonctionnement de l'appareil d'Etat démultiplié qu'exige désormais la transnationalisation du capital.

L'Etat se doit ainsi, en premier lieu, **de se diffuser** : se trouver de multiples relais, privés et civils, prenant en charge

des activités anciennes jusqu'alors assumées par l'Etat ou des activités nouvelles que l'Etat démultiplié ne peut pas ou ne veut pas se charger. Cette sous-traitance par des relais non-étatiques d'une partie de l'activité étatique ne concerne pas seulement des fonctions subalternes de l'Etat; elle s'étend y compris à ses fonctions éminentes, dites régaliennes. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, la sécurité policière est-elle de moins en moins l'affaire des seules forces de police (pourtant elles-mêmes en expansion) et de plus en plus souvent assurée par des officines privées (de gardiennage, de sécurité, etc.) mais aussi par des relais civils en liaison avec les pouvoirs publics locaux (cf. les contrats locaux de sécurité).

L'appareil d'Etat doit de même, en second lieu, **se rendre plus flexible** : devenir capable de répondre à des demandes et à des attentes sociales plus diversifiées (dans l'espace) comme plus variables (dans le temps). En France, ce sera là notamment l'enjeu de la nouvelle phase du processus de décentralisation, partant de renforcement des pouvoirs publics locaux, impliquant une plus grande hétérogénéité sociale encore à l'intérieur des anciens espaces nationaux dont l'homogénéisation (toute relative d'ailleurs) a pourtant occupé l'Etat des siècles durant.

L'appareil d'Etat doit enfin, en troisième lieu, **se rendre plus fluide**: abrégé ses temps de réactions. Ce qui implique tout à la fois la simplification de sa structure pyramidale de commandement (la suppression d'un certain nombre d'échelons intermédiaires); le développement de l'informatisation administrative (du traitement automatique de l'information administrative); et, là encore, un traitement des problèmes au plus près de leurs lieux d'émergence, c'est-à-dire la mise en œuvre de ce principe de subsidiarité qui est au cœur de la décentralisation des pouvoirs publics précisément.

Sur la base de ce schéma général, il resterait à étudier au cas par cas l'incidence de sa mise en œuvre sur les différents appareils d'Etat (les différents ministères); le fonctionnement des services publics et des équipements collectifs; les conditions de travail des agents de l'Etat; enfin les citoyens et les usagers de l'Etat. Autant d'occasions de préciser le précédent schéma général dans de prochains articles.

Alain Bihri

¹ Je reprendrai ici sommairement une thèse plus largement développée et argumentée dans *Le Crépuscule des Etats-nations*, Editions Page deux, Lausanne, 2000.

Serein face à la décentralisation



Nous publions ici un texte que nous a fait parvenir un abonné. D'autant plus volontiers que nous y retrouvons la description de méthodes que nous avons évoquées maintes fois dès le milieu des années 80 quand elles ont été mises en oeuvre en France par le Club Saint Simon. Lequel s'est auto-dissout il y a quelques années, satisfait des ravages idéologiques qu'il avait provoqués.

Think-tanks et lobbies, des organes d'influence

La création aux USA après les attentats du 11 septembre 2001 d'un éphémère(*) Bureau d'Influence Stratégique (OSI) sur l'information et les médias, que l'on aurait cru sorti tout droit d'un film de politique-fiction, nous rappelle la réalité des volontés et des dispositifs d'influence développés depuis longtemps par les pays dominants.

“Celui qui s'intéresse aux mécanismes de prise de décision dans les sociétés modernes doit s'intéresser au phénomène des think-tanks “écrit J.P Mayer dans “Les prophètes de la stratégie des Etats-Unis”^[1].

En effet, connaître, les types et modes d'action des lobbies (ou groupes de pression) et des think-tanks (ou “boîtes à penser” ou “réservoirs de pensées”), c'est tenter d'appréhender les notions de “pouvoir”, de “puissance”, d'“influence”, de “modèle” et d'“idéologie”. Ici, c'est nous permettre de comprendre un des mécanismes de l'imposition du modèle néo-libéral en économie et les tendances impérialistes des USA en politiques étrangère et militaire.

I) Les lobbies

Fruits d'une histoire socio-politique, les lobbies existent dans des domaines très divers mais ceux qui nous intéressent représentent les intérêts industriels et financiers.

A) Une spécificité étatsunienne.

L'existence des lobbies (et des think tanks) doit beaucoup aux valeurs originelles de la société étatsunienne qui accordent, entre autres, une place importante à l'individu face à l'Etat notamment dans la participation à la vie politique, qui rejettent les vérités “toute faites” émanant d'une autorité “supérieure” et promeut la liberté d'expression.

L'organisation des pouvoirs, en accordant un rôle important au législatif et plus particulièrement aux présidents de commissions et aux assistants parlementaires, a joué également dans le développement du lobbying.

Par ailleurs, écrit J.P Mayer, *“le système politique des USA est fondé sur la confrontation franche des arguments et des intérêts des groupes qui ont accès aux sphères dirigeantes; la société américaine voit se multiplier les groupes de pression, les associations, les clubs qui fédèrent les citoyens, jouent un rôle moteur dans l'élaboration de l'opinion et pèsent de façon non négligeable dans les prises de décision”^[1].*

Ainsi la défense des intérêts privés et individuels de manière ouverte et militante dans des domaines allant des communautés aux détenteurs d'armes, est ancrée dans la société étatsunienne (mais s'est aussi exportée) et si les lieux d'action du lobbying sont multiples, c'est avant tout le Congrès qui est une cible privilégiée...

B) Lobbies industriels et financiers

Si le fonctionnement des institutions étatsuniennes ont favorisé l'influence des milieux industriels et financiers au cœur du Congrès, notamment à cause des modes de financement des partis politiques, cette influence des grands groupes existe depuis longtemps au sein de chaque pays et plus encore aujourd'hui au sein des grandes institutions internationales, eu égard, entre autres, aux imbrications historiques de l'Etat et de ces grandes entreprises.

Cependant, non contents de défendre leurs intérêts directs, les grandes multinationales ont participé (avec d'autres groupes d'influence, voir infra) à la diffusion et à la promotion du modèle économique libéral. Ce lobbying dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'industrie, des biotechnologies ou de l'agro-alimentaire est particulièrement organisé et vigoureux au sein du Conseil et de la Commission européens (10000 professionnels, selon l'OEI^[2]), du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, de l'ONU.

Parmi les lobbies les plus influents qui usent de moyens financiers et humains considérables notamment en recourant aux agences de relations publiques et de communication, on peut citer: L'ERT (table ronde des industriels européens), l'UNICE (union des confédérations industrielles et patronales européennes), l'AMCHAM (comité européen des chambres de commerces US), la Chambre Internationale de Commerce^[2]. Un des deniers nés, le WBCSD, qui se veut le porte parole de “l'industrie soucieuse d'un développement écologique cohérent” et regroupe notamment les industries les plus polluantes (!), s'est illustré par son lobbying lors des sommets sur “le développement et l'environnement” (Rio, Kyoto).

Quant au monde du pétrole, son importance stratégique historique en a toujours fait un ténor de l'influence (au profit des groupes privés ou/et de l'Etat), comme l'illustre l'administration Bush Jr où plusieurs membres occupant des postes stratégiques sont issus du milieu pétrolier (G.W. Bush, président; D.Cheney vice-président; C.Rice, conseillère à la sécurité nationale...).

II) Les Think-tanks

Si les lobbies sont avant tout de puissants relais d'intérêts particuliers, les think-tanks, eux, ont des domaines et modes d'action plus globaux et plus diffus.

A) Origine, buts et modes d'action.

Issue de la culture politique et stratégique étatsunienne, ils sont aussi une spécificité anglo-saxonne, et existent dans de très nombreux domaines. Ce sont des instituts privés, publics ou mixtes composés de chercheurs d'origine universitaire le plus souvent, qui sont chargés de travaux d'analyse, de réflexion, de prospective et d'étude en vue d'apporter des solutions à des problèmes politiques (militaires, économiques, sociaux, voire environnementaux...). Ils sont des lieux de foisonnement d'idées (d'ou leur nom) et étaient censés au départ donner une légitimité aux décisions du pouvoir politique.

Si leurs “clients” sont surtout les décideurs politiques et économiques (beaucoup sont d'ailleurs issus de ces instituts), les think tank travaillent aussi pour ou en direction du public et des médias. Ils accordent une place très importante à la communication sous toutes ses formes.

Enfin, si de nombreux think tank étaient et sont encore neutres idéologi-

quement, plusieurs parmi les plus influents sont orientés politiquement et diffusent à l'échelle planétaire des thèses dans les domaines militaires et économiques, qui sont souvent celles des "puissants". A ce titre ils forment bien des organes d'influence.

B) Think-tanks politiques, militaires et stratégiques

Ils naissent souvent après des "crises": après la première guerre mondiale et la crise de 29, pour mobiliser le monde intellectuel civil, scientifique, économique et de l'industrie afin d'apporter des solutions aux problèmes politiques et économiques; avant la deuxième guerre mondiale pour préparer la machine de guerre et l'opinion publique étatsuniennes; après ce conflit pour faire face militairement à l'URSS et idéologiquement au communisme et idées apparentées; après la guerre du Golfe pour proposer un "nouvel ordre mondial", la "Révolution dans les Affaires Militaires" et un nouvel interventionnisme étatsunien...

Parmi les plus connus de ces instituts on peut citer : la Rand Corporation, qui est selon T. Meyssan du Réseau Voltaire "le plus important centre privé (mais subventionné) en matière de stratégie et d'organisation militaire, la prestigieuse expression du lobby militaro-industriel US", le Brookings Institute, le Council on Foreign Relations (qui publie l'influent Foreign Affairs), la Hoover Institution, l'Hudson Institute...

Par ailleurs certaines personnalités ont réussi, grâce à leurs fonctions ou leur influence, à imposer leurs thèses et idées dans les domaines stratégiques: H.Kissinger, Z. Brzezinski (la promotion des droits de l'homme, le "piège" afghan) ou idéologique F.Fukuyama (la fin de l'histoire), S.Huntington (le choc de civilisations).

C) Think-tanks "économiques et sociaux"

Ce qui est intéressant ici, est, selon K.Dixon, auteur de "Les évangélistes du marché"[3], "le rôle essentiel joué par des intellectuels dans la stratégie de conquête néo-libérale, le mode d'insertion de ces deniers dans le combat politique, et l'efficacité de leurs activités, qu'il s'agisse d'interventions à titre personnel ou de lobbies structurés".

En effet, les think-tank

néo-libéraux, qui naissent pour certains dès les années 40, sont, toujours selon Dixon, "des forums de réflexion, des vecteurs privilégiés de l'activisme politique de certains intellectuels, des points d'appui essentiels pour influencer sur les champs économique et politique". Les plus influents naissent au Royaume Uni entre les années 50 et 70.

Mais alors que les idées libérales sont encore impopulaires et minoritaires jusqu'au milieu des années 70[4], la crise économique et financière internationale, la crise de légitimité du modèle et consensus keynésiens, ainsi que la crise au parti travailliste et les assauts contre les syndicats au Royaume Uni, vont leur constituer un vrai tremplin. Avec des moyens financiers et humains importants, une occupation des champs universitaires, intellectuels et médiatiques grâce à un gros travail de communication, une proximité idéologique et physique avec les décideurs politiques et économiques, les think-tanks britanniques vont imposer le modèle libéral et le diffuser dans le monde entier et dans tous les partis de gouvernement, l'élection de M. Thatcher au poste de Premier Ministre en 1979 constituant leur consécration (ainsi que celle de R. Reagan aux USA en 81).

Parmi les think-tanks libéraux les plus connus : La société du mont Pèlerin (1947) avec les "pères" du néo-libéralisme M.Fridman et F.Von Hayek, l'Institut for Economic Affairs, le Centre for Policy Studies dont est issue M.Thatcher, l'Adam Smith Institut, l'Heritage Foundation. A noter que les néo-travaillistes ont également leur think-tanks et leurs idéologues : l'Institute for Public Policy Research, Demos avec A.Giddens.



Conclusion

A la lumière de cette modeste analyse, on se rend compte de l'importance du travail intellectuel, de sa sapes idéologique et de relations publiques, des moyens de communication (donc des moyens financiers !), de l'entrisme auprès des décideurs et dirigeants et du "moment historique, économique et social" pour réussir à imposer un modèle, des idées ou des stratégies.

C'est peut-être en cumulant certaines de ces conditions, qui sont cependant loin d'être une panacée, que des idées alternatives gagneront du terrain, tout le terrain.

Emmanuel Desloges,

"Les Amis du Monde Diplomatique - groupe du Val de Marne"

(* Officiellement il a été dissous par D. Rumsfeld suite à la réprobation de l'opinion publique mais depuis octobre 2002 l'US Strategic Command a repris à son compte la "gestion" de l'information et des médias en matière de lutte anti-terroriste. (source: Réseau Voltaire, Tribunes libres internationales).

[1] "Rand, Brookings, Harvard et les autres. Les prophètes de la stratégie des Etats Unis". J.P.Mayer. ADDIM. 1997.

[2] "Europe Inc. Liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens". Observatoire de l'Europe Industrielle. Agone 2000.

[3] "Les évangélistes du marché" et "Un digne héritier". K.Dixon. Raisons d'agir 1998 et 2000.

[4] "Quand la droite américaine pensait l'impensable". S. Halimi Le Monde Diplomatique Janvier 2001.

A lire également: "L'Amérique en armes. Anatomie d'une puissance militaire". V. Desportes Economica 2002.

A voir aussi le documentaire de Jean Druon : "Good luck for your country". Culture Production / La Sept-Arte 2000.

Dans le cadre de l'échange de nos éditos respectifs, nous publions celui paru dans le n° 114 (janvier 2003) de la revue "Alternative Lib ertaire" (Site : www.alternativelibertaire.org abonnement : 23 euros pour 11 numéros. Chèque à l'ordre d'"Alternative Libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20). Le mensuel "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Pourquoi le capitalisme veut la guerre

"Incorrigibles révolutionnaires, vous ne changerez jamais. Arrêtez de délirer et sortez de votre manichéisme qui consiste à voir le mal dans un capitalisme forcément méchant et le bien dans des mouvements sociaux et des luttes que vous ne cessez de magnifier sur un ton incantatoire..." Combien de fois n'avons nous pas entendu de telles leçons de la part de nos adversaires ou de rares ami(e)s lassé(e)s et cédant aux poncifs du réalisme gestionnaire. Aussi nous ne sommes pas mécontent(e)s de voir parfois nos ennemis de classe se lâcher complètement. C'est ainsi qu'on a pu entendre fin septembre Horst Köhler, directeur général du Fonds monétaire international affirmer *"qu'une action militaire de courte durée, circonscrite à l'Irak, aurait probablement un impact limité sur la croissance"* et qu'elle aurait même *"un effet positif"* car ce serait une *"clarification de la situation"*. En novembre, c'était au directeur de la Deutsche Bank d'en remettre une louche en déplorant les incertitudes de la situation économique mondiale et en affirmant que la seule façon de relancer l'économie, c'est la guerre. Lors d'une déclaration en conseil des ministres (novembre 2002), Francis Mer, ministre de l'Économie et des Finances devait déclarer qu'il pensait exactement comme lui. L'Irak possède 11% du pétrole mondial, un pétrole dont par ailleurs le coût de revient est le plus bas de la planète si on le compare à celui de Russie, d'Arabie Saoudite ou du Venezuela. Pour les capitalistes, une guerre rapide et victorieuse en Irak, ainsi que la mise sous tutelle de ce pays serait un bon effet d'aubaine, la main basse des États-Unis sur le pétrole irakien contribuerait à relancer l'économie américaine et par ricochet l'économie mondiale. Le coût annoncé d'une telle guerre, 200 milliards de dollars, dont l'administration américaine mutualiserait les coûts en présentant la note à tous les membres de la coalition internationale formée autour d'eux, serait en grande partie amorti par une mainmise sur le pétrole irakien qui garantit une plus-value maximale.

En France, c'est également à une guerre, sociale celle-là, que se livre le capital. Nul besoin d'armes de destruction massive pour la mener, les armes de la domination symbolique suffisent amplement et quand l'adversaire, routiers par exemple, montre un peu trop les dents, le recours aux CRS suffit pour mettre tout le monde d'accord. Cette guerre-là est plus longue, c'est une guerre d'usure. Mais le butin de guerre est tout aussi alléchant. Il a pour nom services publics et protection sociale. À cela il faut rajouter la destruction des droits collectifs expérimentée d'abord sur les plus faibles, les sans-papiers, symbole d'un monde tel que les capitalistes le rêvent, c'est-à-dire sans aucun droit.

Cette entreprise d'appropriation capitaliste de la sphère sociale et publique ne se fait pas sans résistance ce qui explique la longueur du processus, mais alors que celui-ci tend à s'accélérer et du même coup à se clarifier, la faiblesse des réponses de la part des travailleurs(es) et "des sans" a de quoi déconcerter. La peur se mêle à l'inquiétude et au mécontentement, mais la tétanisation est telle qu'elle bloque toute expression de révolte. Les syndicats, pourtant parfaitement au courant des projets gouvernementaux et patronaux, ne veulent pas en jouer, certains jusque-là accompagnaient les politiques libérales. Mais à force de se fourvoyer dans des journées d'action sans lendemain et sans perspective de construction d'un mouvement d'ensemble, les plus combattifs sont réduits à jouer un rôle d'accompagnement social dans le cadre d'une défaite annoncée et de plus en plus intégrée.

Cette torpeur s'explique du fait que l'identité des travailleurs(es) et "des sans" se structure ou plutôt se déstructure dans un monde profondément déshumanisé et que la domination symbolique et le conditionnement idéologique sont plus forts que jamais. Celles et ceux que le capital frappe ne répondent pas en rendant les coups et en essayant de prendre le dessus parce qu'ils/elles évoluent dans un univers de plus en plus dégradé et qu'ils/elles ont une image profondément dévalorisé(e)s d'eux/elles-mêmes. Le désir de se battre, d'en découdre avec le capital passe donc indéniablement par la reconstruction d'une identité de classe s'appuyant sur les valeurs d'utilité sociale, d'égalité, de liberté, d'autonomie et de solidarité, des valeurs fondatrices d'un projet autogestionnaire pour le XXI^e siècle.

Alternative libertaire, le 19 décembre 2002

Quelle recomposition à gauche de la gauche ?

Le 7 décembre 2002 s'est tenue à Saulx-les-Chartreux (région sud-parisienne) une réunion inter-réseaux avec pour objectif la tentative de mise en œuvre d'un pôle de regroupement de forces politiques et sociales alternatives aux grandes ou moins grandes formations traditionnelles de la gauche et de l'extrême gauche. Une vingtaine de militants appartenant à neuf associations, mouvements ou revues y ont débattu toute la journée pour tenter de déterminer la manière de réaliser un tel pôle fonctionnel.

La diversité des histoires, des cultures politiques, des pratiques des uns et des autres s'est vite révélée au cours des débats par ailleurs riches dans leurs apports. Mais inévitablement des différences de point de vue se sont fait jour, hypothéquant surtout dans l'après-midi un aboutissement pleinement positif.

Toutefois nombre de présents ont insisté sur la primauté du champ social - partir du terrain - et donc sur l'importance du mouvement social qu'il convient cependant de ne pas séparer du champ politique, mais non plus de ne pas mythifier. Autre point de convergence : la critique des appareils de gauche ex-plurielle, sous le gouvernement Jospin. Quant aux minorités de gauche PS ("Le nouveau Monde") et PC (Braouzec, Zarka), si certains voient des possibilités d'échange avec eux pour des formes de collaboration, ou tout au moins en assistant à leurs réunions, d'autres se sont montrés beaucoup plus sceptiques. Idem avec les trotskystes qui se révèlent incapables de répondre aux nécessités de l'époque. D'où la recherche de rencontres avec d'autres sensibilités.

La déconvenue de la gauche aux présidentielles laisse place à des espaces politiques qu'il conviendrait donc d'exploiter; de fait une perspective politique s'avère nécessaire pour accompagner le mouvement social qui se construit par lui-même, afin de lui permettre d'éviter, autant que faire se peut, de retomber et dès lors d'être récupéré (comme en 95). Ce qui n'exclut pas pour certains de jouer le jeu électoraliste au niveau local, régional ou national. Pratique qui n'apparaît pas pleinement partagée.

Enfin, pour ce qui est de la concrétisation en actes des idées et propositions avancées pour répondre à la question du : *"que faire ensemble et comment ?"* il faut reconnaître que c'est le statu quo qui l'a emporté, l'accueil de certains heurts n'ayant pu être franchi. Alors, inutiles ces échanges ? Certes pas, si l'on veut bien considérer que les petits pas sont souvent les prémisses d'avancées plus déterminées. Une prochaine réunion est envisagée pour le printemps.

PS : Ce compte-rendu résulte de la prise de notes par l'auteur (J. Fortchandre; ACC) et pâtit de quelques insuffisances ou imprécisions. Il est donc partiel et sujet sans doute à quelques inexactitudes.

Défense des services publics

Les services publics sont aujourd'hui menacés. Les services publics, c'est la possibilité pour la population d'accéder aux services essentiels (santé, école, communications, énergie, transport...) dans des conditions égales pour tous et à un coût raisonnable, quelque soit leur situation sociale ou géographique.

Les partisans de l'ultralibéralisme ne supportent plus qu'une partie de l'activité économique soit ainsi soustraite à la loi du marché, c'est-à-dire du profit.

Tous les services publics sont visés, par différents moyens : privatisations rampantes -décentralisation, ouverture à la concurrence, filialisations, recours massif à la sous-traitance, ouverture du capital - ou privatisation pure et simple.

L'usager n'a rien à y gagner.

Partout où il y a eu privatisation des services publics, cela a été une catastrophe pour les usagers: en Californie, où la production d'électricité a été privatisée, les coupures de courant totales sont fréquentes. En Grande-Bretagne, la privatisation du chemin de fer a entraîné de nombreuses catastrophes, les compagnies privées choisissant de rémunérer leurs actionnaires plutôt que d'investir dans le matériel. En France, la délégation de la fourniture de l'eau à des entreprises privées dans de nombreuses communes a entraîné une augmentation de la facture pour les usagers de 16% en moyenne.

En France, tous les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, se sont attaqués aux services publics et ont engagé des processus de privatisation, qui vont s'accélérer dans les mois qui viennent, avec l'ouverture du capital d'EDF-GDF, la privatisation totale de France Telecom et d'Air France, l'ouverture des réseaux ferroviaires à la concurrence... sans parler de la décentralisation, qui poursuit les mêmes objectifs.

Il est essentiel de s'y opposer, pour ne pas laisser patrons et marchands organiser toute notre vie !

Les grèves et manifestations du 26 octobre.

Nous étions environ 80 000 manifestants à Paris, dont 50 000 cheminots venus de toute la France. C'est sans doute une des plus importantes montées à Paris des cheminots depuis longtemps. De nombreux collègues peu habitués à de tels rendez-vous étaient présents cette

fois, ainsi que de nombreux jeunes, embauchés ces dernières années

Des manifestations importantes ont eu lieu également dans de nombreuses villes, à Rouen 3000 dans la rue.

Le mouvement social reste bien vivant, après la déroute de la gauche plurielle. C'est ce mouvement social, et lui seul, qui aujourd'hui a la capacité et la légitimité de produire une issue politique à la crise de notre société. Les trois anciens ministres socialistes, Vaillant, Guigou et Royal qui ont prétendu se joindre à la manifestation alors qu'ils avaient ignoré les travailleurs et leurs revendications pendant 5 ans, leur envoyant même les CRS à l'occasion, ont été jugés indésirables par les manifestants et ont dû rebrousser chemin. La même mésaventure était arrivée à Robert Hue en mars 2002, dans les mêmes circonstances.

Décentralisation, disent-ils !

Démantèlement de l'Education Nationale, c'est ce qu'ils font !

Répondant à l'invitation du gouvernement qui organisait dans toutes les grandes villes des tables rondes sur la décentralisation, le Maire de Rouen (de droite), le président du Conseil Général (de droite), le président du Conseil Régional (PS) et le Recteur de l'académie ont annoncé la couleur concernant l'école !

Tous sont évidemment «sur la même longueur d'onde» nous rapporte le journaliste de Paris-Normandie (PN du 29-1-02) Tous d'accord pour s'occuper de l'orientation des élèves, c'est à dire le choix des filières avec les patrons en fonction des bassins d'emplois, et soustraire les personnels (conseillers d'orientation) à l'Education Nationale, pour en faire des agents territoriaux...

Tous d'accord pour transférer aussi les agents administratifs et ouvriers de l'Education Nationale vers la Région, pour «constituer des équipes mobiles en cas d'urgence»...

Tous d'accord pour confisquer les quelques médecins scolaires et infirmières des établissements secondaires et les mettre sous le contrôle des instances locales...

Qui peut croire que cette « décentralisation » a pour objectif de se rapprocher de l'usager ?

Cette politique de désengagement de l'Etat, dans la logique de la baisse de

l'impôt sur le revenu - mais aussi de l'allègement de l'impôt Sur la Fortune! - est une politique de régression sociale qui, en s'attaquant d'abord aux acquis sociaux des agents du service public, veut s'aligner sur la législation sociale de l'Europe la moins favorable aux travailleurs.

Attaquant sur tous les fronts le gouvernement Raffarin entend aussi s'en prendre aux retraites et à la Sécurité Sociale ! Il voudrait imposer un allongement des annuités pour les salariés du public et du privé, remettre en cause le système par répartition - le moins inégalitaire qui soit -, imposer un système d'assurance privée en complément de la Sécurité Sociale, qui, elle, serait réservée aux maladies graves...

On dit que l'histoire ne se répète pas, et pourtant, ne va-t-il pas falloir «tous ensemble», travailleurs du public et du privé, rééditer décembre 95, pour stopper cette politique anti-sociale ?

Les "Motivé-e-s du 76 présentés par eux-mêmes :

Motivé-e-s c'est quoi ?

Motivé-e-s 76, c'est un collectif de militants qui s'est constitué sur l'agglomération rouennaise à la suite du séisme politique du 21 avril : Parce qu'il y a urgence à apporter enfin une réponse politique aux exigences sociales, refusant la dictature des marchés financiers, et basée sur l'égalité, la justice, le développement soutenable et Solidaire de la planète.

Parce que cette alternative politique ne peut être qu'unitaire et rassembleuse pour être crédible. Parce qu'elle ne peut être que l'expression politique du mouvement social. Parce que rien ne se fera sans la convergence des acteurs sociaux, militants associatifs, syndicalistes, et sans l'appropriation de la politique par tous ceux qui en sont exclus aujourd'hui, ce qui suppose de changer les pratiques militantes.

C'est à cela que nous voulons contribuer.

Motivé-e-s 76 veut être un cadre de réflexion, d'échange et d'action ouvert à tous. Construisons un projet politique qui nous rassemble.

Contact : motivees76@hotmail.com
Tél : 02 35 75 93 84

Dans le dernier n° d'ACC nous évoquions la parution prochaine du n° 2 d' "Ecologie sociale la revue" (daté décembre 2002 / janvier 2003; abonnement 1 an, 6 numéros : 20 euros à l'ordre d'Arguments pour une Ecologie Sociale BP 642 85016 LA ROCHE-SUR-YON cedex). Ce numéro est paru, avec notamment au sommaire : - Les profits de l'environnement - Pollutions marines : étrange blocage du droit, étrange impunité - L'imposture éco-libérale - Vivre sans les firmes de l'eau et la publication d'un texte produit par des associations, repris ci-dessous.

Pour un moratoire sur les projets d'incinération de déchets

Une délégation de représentants d'associations investies sur le problème des déchets venant de toute la France, s'est regroupée à Paris le samedi 30 novembre 2002 devant le ministère de "l'Écologie et du Développement Durable", 20 avenue de Ségur. Ces associations constatent que la construction d'un grand nombre d'incinérateurs est actuellement envisagée par des élus qui n'ont pas su mettre en place une politique des déchets efficace. Expériences et réflexions communes les ont amenés à la conclusion que parmi les mesures urgentes à prendre en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, il faut stopper la filière incinération. Elles demandent au gouvernement de décréter, dans les plus brefs délais, un moratoire sur tous les projets d'incinération de déchets.

Les associations reprochent principalement à cette technique, chaudement préconisée par Vivendi, Lyonnaise des Eaux et Bouygues, de menacer gravement la santé publique et d'empêcher un politique de prévention des déchets basée sur la réduction en quantité et en toxicité des produits jetés et sur le développement de filières efficaces de réutilisation (compostage, recyclage, etc.).

Elles demandent un moratoire sur tous les projets d'incinération de déchets (qu'ils soient à l'état d'étude, en construction, ou n'aient pas encore atteint le stade de fonctionnement industriel) et la fermeture immédiate de tous les incinérateurs hors normes ou dont la pollution est avérée pour les raisons suivantes :

1) la santé des populations est menacée partout sur le territoire national :

Les dioxines ont été reconnues cancérigènes pour l'homme. Elles font également partie des substances hormone-like (qui prennent la place des hormones), pour lesquelles on ne peut déterminer de dose inoffensive. Elles sont particulièrement dangereuse pour le fœtus chez lequel elles peuvent provoquer des malformations graves. Chez tous, hommes et animaux, elles perturbent les fonctions reproductrices et le système immunitaire. Les différents métaux vaporisés plus spécialement par les incinérateurs modernes à haute température sont connus pour leur affinité particulière avec le système nerveux, entraînant des troubles de la motricité, du comportement et du sommeil et une baisse du

quotient intellectuel. Comme les dioxines, ils traversent placenta et glandes mammaires, affectant les enfants parfois des années après l'exposition de leur mère.

L'accumulation et la concentration des substances précitées le long de la chaîne alimentaire impliquent une contamination générale et irréversible de la population.

2) l'impact environnemental l'incinération est de plus en plus reconnu :

Le constat d'une pollution directe par les fumées a conduit à des fermetures précipitées d'installations avec destruction des productions agricoles voisines. La convention de Stockholm, signée par la France, demande à tous les pays membres de faire tout leur possible pour stopper la production et la diffusion des Polluants Organiques Persistants dont font partie les dioxines les furannes et les PCB, présents dans les rejets gazeux, les "mâchefers" (cendres lourdes, principal déchet visible de l'incinération, environ 30 % du poids initial) et les résidus d'épuration des fumées.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, l'incinération n'élimine pas les toxiques existant dans les déchets mais en crée de nouveaux qu'elle disperse dans l'air (même avec les meilleurs filtres) ou concentre dans les cendres. Les "mâchefers" actuellement utilisés en sous-couche routière contiennent de telles quantités de plomb qu'ils ne devraient même pas être enfouis en CET de classe 2 !

3) l'incinération s'oppose à la prévention et freine l'indispensable réduction à la source des déchets :

- utilisée généralement pour brûler des ordures brutes (contrairement à ce que prévoit la loi), elle, évite de s'interroger sur le contenu de nos poubelles;

- la capacité nominale d'un four (toujours supérieure aux nécessités initiales du syndicat qui le met en oeuvre) n'est pas modulable en fonction de l'évolution des besoins: une telle installation tire vers le haut la production de déchets.

4) l'incinération contrarie le recyclage des déchets à PCI élevé :

Papiers caltons et plastiques, faciles à trier, sont aussi les meilleurs combustibles dans les déchets, donc nécessaires à l'incinérateur pour obtenir dans les fours une température élevée. Des dé-

chets "trop bien triés" sont impropres à l'incinération. Partout où cohabitent tri et incinération, le recyclage reste faible, les matières sèches triées étant parfois même stockées en vue de réguler les apports à l'incinération.

5) l'incinération détruit une grande quantité de matière organique, qui serait plus utile dans le sol (humus) que dans l'air (gaz carbonique) où elle contribue à l'effet de serre et au réchauffement climatique ainsi qu'à l'émission de dioxines en combinaison avec des produits chlorés.

6) L'électricité produite par un incinérateur n'est pas rentable :

- D'un faible rendement pour un lourd investissement, le prix de revient du kWh est quasiment au prix de rachat EDF qui est déjà surestimé. Nous savons en effet qu'EDF s'est engagée à acheter l'électricité issue de l'incinération au-dessus de son cours habituel, ce qui est une façon indirecte de subventionner ce type de traitement aux frais du contribuable.

- L'énergie restituée par l'incinération est toujours inférieure à celle nécessaire pour fabriquer la matière première (papier carton, plastique): le bilan énergétique

Selon les informations du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, la France est pointée par l'Europe pour ne pas respecter les normes européennes:

ainsi aucun des nouveaux incinérateurs ne les respecte, avec même dans certains cas des dépassements énormes.

Les normes européennes sont encore moins strictes que les normes américaines concernant les dioxines.

Les pro-incinérateurs mentent quand ils affirment que les nouveaux incinérateurs respectent les normes les plus strictes.

Certains contrats offrent aux exploitants d'incinération un joker de plusieurs dizaines d'heures par an, où ils peuvent se soustraire à ces normes.

Autre technique pour baisser les chiffres: les accidents. A Lunel, le filtre a cassé, délivrant un panache brun de tous les polluants très toxiques précédemment captifs. Ces dégagements ne sont évidemment pas comptabilisés. Un système de mesure en continu des dioxines existe: il est évidemment très onéreux. Dans l'Oise, où il devait être mis en service avec affichage des résultats en direct sur panneau lumineux devant l'usine, le panneau n'a jamais été branché !!!

que du recyclage est meilleur, sans compter l'économie de matière première et d'eau.

7) Les prises de décision pour le traitement des déchets, en particulier le choix de la filière incinération, sont entourées d'une obscurité proportionnelle aux sommes engagées. Trop souvent, les élus et la population sont quasi dépossédés du contrôle de la gestion des filières, ce service public étant capté par les entreprises privées, en recherche de marges bénéficiaires importantes, qui n'ont aucun intérêt à la réduction des déchets ou à la généralisation du tri-recyclage, lequel génère beaucoup plus d'emplois que de profits.

Ce moratoire permettrait de faire une comparaison sérieuse des différentes méthodes de traitement des déchets dans chaque cas particulier en tenant compte des facteurs:

- socio-économiques : création d'emplois, coût réel d'investissement et de fonctionnement, transparence de la gestion et des documents contractuels, etc.

- environnementaux: effet de serre, économies de matières premières, pollution de l'air, de l'eau et des sols, transports, bilan énergétique, etc.

- sanitaires: cancers, malformations foetales, troubles nerveux, immunitaires et hormonaux, évaluation des impacts par des enquêtes épidémiologiques...

Ces études, réalisées par des organismes indépendants dans une totale transparence, permettraient à chacun de se faire une opinion objective, indispensable avant toute consultation sur un type de projet qui nous engage pour plusieurs dizaines d'années.

Conclusions

Ce moratoire sur l'incinération pourrait être mis à profit pour prendre des mesures énergiques de prévention des déchets à trois niveaux: au niveau individuel du citoyen, au niveau des collectivités locales, au niveau industriel et gouvernemental. Ces mesures obligerait à une forte réduction des déchets à la source, en toxicité et en quantité, avec pour objectif la prévention des déchets ultimes. Elles favoriseraient en échange la pérennité et la recyclabilité des produits fabriqués. Lors d'assises nationales courant 2003, les associations feront une synthèse de leurs propositions dans ces domaines qui sera exposée ensuite aux collectivités locales et aux instances nationales.

Premiers signataires :

Les Verts de l'Ain - Association de protection de l'environnement de Bourg Fidèle - Nature Avenir - ECCLA - Ass. pour la qualité à St-Côme - RECYCLONS 13 (collectif de 20 associations) - Halt Incin' - APNE - ACAPEC - ADAP - ADIB24- ABSPA - SEPANSO 24 - Amis de la terre - Thivières la vie - Les Verts Drôme - Savoir et agir - Collectif Déchets Girondin (28 associations) - Confédération Paysanne 30 - VALORIS - Co Vadis - Nature et Progrès Gard - Groupe du Gard de la FA - Scalp-No Pasaran Gard - Coop. Bio la Fourmi et la Cigale - Les verts libertaires - Ecologie sociale 30 - A.M.I.E.S. et 50 médecins de Montpellier et du lunellois - A.P.P.E.L. - Association Villeneuve / Gardiole - Gardarem St-Christol - Gardarem St-Génies - ICI-ROM - Le Mouvement des Ecologistes Indépendants CAP 21- Les Verts Hérault - L.V.V.V. - Bièvre/Liers Environnement - Lot coordination - Collectif SIR - Nicob - ADEAN - Alerte aux déchets - Mouvement pour les droits et le respect des générations futures - Puy de Dôme Nature environnement - Collines Humaines (collectif de 8 associations) - ACALP - Action santé environnement - AVENIR - Collectif pour la réduction des déchets à la source et contre l'incinération (5 associations) - Ecologie sociale Vendée.

Retombées de Tchernobyl : rencontre à Kingersheim le dimanche 16 février 2003

Il y a quelques mois nous vous avons parlé de Youri Bandazhevsky, ce médecin biélorusse qui, pour avoir eu l'audace de démontrer l'ampleur du désastre sanitaire des retombées de Tchernobyl, a été condamné à 8 ans de travaux forcés. La revue "HOBOTb", dans sa livraison d'octobre 2002 (N°8, 2 euros. Abonnement pour 6 n° : 12 euros; Chèque à l'ordre de "HOBOTb" à adresser à CESL BP 121 25014 BESANCON cedex), a publié une lettre que son épouse, Galina Bandazhevskaja, a adressé à ceux qui soutiennent le prisonnier politique de Tchernobyl, dont l'état de santé est des plus préoccupant. Voici quelques extraits de cette lettre de Galina Bandazhevskaja : "(...) *En tant que médecin, je suis inquiète de voir que son état de santé s'est brusquement aggravé. (...) C'est après l'amélioration des conditions de détention [suite à une mobilisation au niveau international] que de brusques changements survinrent dans son état physique et son comportement. Ces conditions nouvelles que je considérais comme une amélioration se révélèrent être un piège: je voyais mon mari changer de jour en jour. Lorsque je le revis après une interruption de trois mois sans droit de visite (...), j'avais devant moi un homme écrasé, indifférent à tout ce qui l'entourait. Ses yeux vides reflétaient une énorme souffrance. C'était un homme à l'identité dédoublée, au psychisme brisé (...), un homme malade, un homme qui - grâce aux efforts de ses adversaires - avait perdu toute confiance en soi. (...) Je ne reconnais plus mon mari. Lorsqu'il était venu s'installer dans la zone radioactive avec ses enfants encore petits, il avait clairement conscience qu'il prenait des risques, mais il savait qu'ils étaient justifiés par l'aide qu'il venait apporter aux populations des territoires contaminés. Il disait alors : "Nous sommes médecins et s'il arrive quelque chose à nos enfants nous saurons leur venir en aide, à eux et à nous mêmes, amis des milliers d'autres enfants vivant dans ces territoires ont besoin de nous eux aussi". Et voilà qu'après tout ce qu'il a enduré pour défendre sa vérité, il me déclare qu'il abandonne !". (...) Je vous supplie de ne pas laisser périr ce scientifique*" (...).

Galina Bandazhevskaja sera présente à une **rencontre organisée le dimanche 16 février à partir de 14 h à l'espace Tival de KINGERSHEIM** (à 5 km au nord-est de Mulhouse). Elle fera une intervention sur le "pathologies cardiaques engendrées par le césium 137". Le programme de cette rencontre d'une demi-journée organisée par l'association "**Les enfants de Tchernobyl**" (37b rue de Modenheim 68110 ILL-ZACH. Courriel : les.enfants.de.tchernobyl@wanadoo.fr. Tél/fax : 03 89 40 26 33. Permanences les lundi, mercredi et jeudi de 18 à 20h), comporte une autre intervention d'un scientifique indépendant du Bélarus: le Professeur Nesterenko qui évoquera "*l'accumulation du césium 137 dans l'organisme des enfants - traitement par la pectine*". Le film "*Mensonges nucléaires*" sera projeté après avoir été introduit par son réalisateur Vladimir Tschertkoff. Interventions également du professeur Michel Fernex sur les pathologies après Tchernobyl et de Jean-Pierre Mourat de la Crii-rad en soutien aux scientifiques indépendants du Bélarus. Un débat avec le public suivra. Une rencontre à ne pas manquer.

"Intervention" Les Cahiers de l'Emancipation sociale

C'est le titre d'une revue remarquable que publie les amis du Monde Diplomatique - Nord Franche Comté. Le sommaire du n°1 (40 pages) est élaboré autour du thème "**Classe ouvrière et Mouvement social**" et composé avec les traces écrites de débats déjà organisés par ce groupe militant. On y trouve des analyses sur l'évolution du salariat, sur le renouveau du militantisme, sur les (nouveaux) mouvements sociaux, sur individualisme et solidarité (à partir d'une enquête de S. Beaud et M. Pialoux dans les usines Peugeot), sur la métamorphose de la question sociale (à partir d'un ouvrage de Robert Castel) sur le "Nouvel esprit du capitalisme" (ouvrage de L. Boltanski et E. Chiapello) sur les injustices sociales et les inégalités, complétées par le témoignage fort d'une militante "*entrée au travail le 2 mars 1965*" : "*Je suis de la classe ouvrière*".

3 euros par numéro. Pour s'abonner (5 n° : 12 euros) écrire à Elsi e Pimmel et Fabien Desgranges 29 rue de la Libération 70290 CHAMPA-GNEY - Tél. 03 84 20 78 07. Courriel : desgranges.fabien@wanadoo.fr

Rencontres et lectures à contre courant

Makhno - L'Ukraine libertaire 1918-1921

Cette fresque historique, qui vient de paraître aux Editions Libertaires et aux Editions du Monde Libertaire, se décompose en deux temps : le premier tome couvre la période 1918-1919 - proclamation de l'indépendance et occupation par les Allemands - le second la période s'étalant de 1920 à 1934, date du décès à Paris de Nestor Makhno qui donnera son nom dans les années 20 au célèbre mouvement insurrectionnel ukrainien, la "Makhnovtchina". L'originalité de l'ouvrage, présenté sous forme romancé par François Hombourger, tient en ce que cette tranche d'histoire, pratiquement méconnue est livrée sous forme de B.D. dont l'auteur est aussi le dessinateur.

Un rapide rappel de la période qui précède l'avènement de ce mouvement contribue à éclairer le déroulement des deux temps de la fresque. Un bref épilogue conclut l'ouvrage. On pourra peut-être regretter le part-pris délibéré, bien connu des anars, contre le marxisme et le léninisme qui transparaît dans le préambule et l'épilogue. Mais l'essentiel est ailleurs et l'entreprise est tout à fait louable. C'est à coup sûr l'occasion d'enrichir son information sur un point pour le moins masqué de l'histoire contemporaine.

Prix : chaque tome 10 euros (plus 10% de frais de port). Chèque à l'ordre de *Publico*, 145 rue Amelot 75011 PARIS. (Nous reviendrons dans une prochaine livraison sur d'autres publications reçues des Editions Libertaires).

N'autre école

C'est le titre d'une nouvelle revue de la Fédération des Travailleurs de l'Education CNT (FTE-CNT) dont le premier numéro vient de paraître. Cette publication "*sociale, syndicale et pédagogique*", se veut être un organe de débat et de réflexion, et complète "*Classes en lutte*", le bulletin fédéral de luttes et d'informations syndicales ainsi que les bulletins locaux des syndicats de l'éducation. La crise que traverse le mouvement syndical et l'école permet, selon les initiateurs, l'ouverture "*de nouveaux espaces de réflexion, des lieux d'action et d'éducation pour tous ceux qui militent pour une autre école et un autre futur*".

Ce numéro s'articule autour d'une question principale : la pédagogie et le syndicalisme. Chacun des numéros à venir (trois dans l'année) tournera ainsi autour d'un grand thème, par exemple la défense du service public d'éducation pour le n°2.

Résumons les principes qui guident cette initiative : "analyser, dénoncer, transformer, agir, éduquer, émanciper..." pour mieux tendre vers "une pensée et des pratiques concrètes révolutionnaires".

Prix : le n° 1 : 2,5 euros – Abonnement (6 numéros pour deux ans) : 15 euros; soutien : 20 euros. Chèque à l'ordre de la CNT (mention au dos : revue fédérale). Envoi à FTE-CNT 33 rue des Vignoles, 75020 PARIS).

Quaderni Pietro Tresso

Cette revue dont le n° 1 remonte à septembre 1996 est publiée par les "*Edizioni Bielle*" à Florence. Le n° 34 (mars-avril 2002) qui nous est parvenu pendant l'été est consacré à quelques écrits politiques de Louis Rigaudias (dit Rigal) rédigés dans divers pays où l'auteur a vécu, et

présentés chronologiquement sous le titre "*Trotskyisme, Capitalisme d'Etat, Luites créatrices des masses, choix d'écrits politiques (1937-1978)*". Ces textes, entrecoupés de diverses photos de Rigal à différents moments de sa vie, sont précédés d'un hommage que son vieil ami Paolo Casciola, directeur de ces cahiers "*Quaderni Pietro Tresso*" rend à celui qu'il présente comme "*non seulement un protagoniste de l'histoire du trotskysme de Cuba et des Etats-Unis des années quarante, mais aussi un intellectuel militant de grande érudition et un révolutionnaire intransigeant, ennemi irréconciliable du système capitaliste dans toutes ses formes*". Louis Rigaudias est décédé en mai 1999. Outre Paolo Casciola, nombre de ses amis dont Yvan Craipeau - disparu depuis - Jean-René Chauvin, Maurice Nadeau ont tenu à honorer sa mémoire le 25 septembre 1999.

La brochure (parue en langue française), est disponible contre 8 euros (plus 5 euros pour frais d'expédition) par chèque postal au nom de Paolo Casciola CP 154 50100 FIRENZE (Italie).

Le Rire

Le périodique de l'association du même nom (*Réseau d'Information aux réfractaires*) vient de faire peau neuve. Avec la dernière livraison, il est devenu un véritable journal : nouveau format, nouvelle maquette, équipe élargie, formule plus ambitieuse; "*La mondialisation nous impose de déségmentariser les luttes et d'étendre notre vigilance à tous les recoins de la guerre économique... Il nous paraît urgent d'intensifier la contre-information, de la rendre plus percutante, mais aussi plus accessible...*"

A en juger par ce numéro de novembre-décembre comportant notamment un dossier sur "*l'Europe forteresse (qui) se bétonne*", ou encore un texte sur la chasse aux Roms, un autre sur celle à la prostitution, une foule de brèves... on peut penser que le pari sera tenu. Si l'on ajoute la qualité de l'écriture - l'humour est omniprésent - on ne peut que recommander une telle publication et lui souhaiter longue vie.

Abonnement : 1 an (6 numéros) 15 euros, 2 ans (12 numéros) 25 euros; petit budget : 10 euros. Chèque à l'ordre du RIRE. RIRE BP 2402 13215 MARSEILLE cedex 02.

Interventions

Dans le cadre théorique de sa revue, Temps critiques propose la publication de textes plus courts et d'une utilisation plus immédiate sous le titre "Interventions". Le premier numéro part de la récente extradition de Paolo Persichetti (cf. ACC n° 140 Chroniques rebelles à l'Italie berlusconienne) pour analyser, des années 70 à nos jours, les évolutions politiques et sociales de l'Italie. Ce premier numéro déploie une analyse rapide mais saisissante de la transformation de l'Etat italien (pris comme exemple de la transformation et par conséquent de la crise présente des Etats nations occidentaux) ainsi qu'un regard critique sur les mouvements actuels qui le contestent (Tutte Bianche, No border...) et leurs limites.

Interventions n° 1, Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 70 aux extraditions d'aujourd'hui : un Etat d'exception permanent. (Ed. de l'Impliqué BP 2005 34024 Montpellier Cedex 01)

Bonne année !

Bonne année à **Jean-Marie Messier** qui, en 2001 a reçu 36.26 millions d'euros (237 millions de francs) soit un RMI (389,10 euros) toutes les 34 secondes. Bonne année aussi à **Lindsay Owen-Jones**, PDG de l'Oréal, 21,26 millions d'euros, soit un RMI toutes les 58 secondes. Et bonne année enfin à la médaille de bronze, **Jürgen Dormann**, PDG d'Aventis, 17,22 millions d'euros soit un RMI toutes les 71 secondes. Toutes nos condoléances à **Michel Bon**, PDG de France télécom qui n'avait qu'un salaire de misère de 279 116 euros par an (ça fait quand même cent cinquante mille francs par mois).

Bonne année aussi aux 10% d'administrateurs des sociétés du **CAC 40** qui détiennent 42% des mandats de conseil d'administration. C'est quand même plus simple comme ça.

Excellente année et bonne santé aux administrateurs des groupes **Michelin**, **Air liquide**, **Lagardère** et **L'Oréal** dont la moyenne d'âge dépasse soixante-cinq ans. A l'heure où tant de mauvais français ne pensent qu'à la retraite, il est réconfortant de constater qu'il y a encore des courageux qui ne regardent pas à la fatigue

Condoléances aux prostituées dont les amendes ont doublé.

Très bonne année à tous les chanceux qui une fois encore bénéficient de la prime de Noël de 150 euros.

Excellente année à **François Grappotte** PDG de Legrand qui, en plus d'indemnités conséquentes, s'est assuré un "parachute doré" qui lui garanti toute sa vie au moins 50% de ses rémunérations actuelles (soit une base de l'ordre de 3 millions d'euros par an).

Bonne année à **tous les patrons** qui ont touché de tels "parachutes dorés" dont les 357 740 premiers euros ne sont pas imposables (deux millions trois cent cinquante mille francs).

Condoléances à la France d'en bas Mais gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront.

D'après "AC-forum"

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 17/01/2003

Sommaire

- Page 1 Edito
Page 2 à 4 Venezuela: aspects de la lutte de classes
Page 5 et 6 Vers un Etat post-fordiste
Page 7 et 8 Think-tanks et lobbies
Page 9 Edito d'AL: Le capitalisme et la guerre
Page 9 Quelle recomposition à gauche de la gauche ?
Page 10 Défense des services publics
Page 11 et 12 . Moratoire sur l'incinération des déchets
Page 12 Retombées de Tchernobyl
Page 12 Cahiers de l'Emancipation sociale
Page 13 Rencontres et Lectures
Page 14 Bonne année

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
E-mail : courrier@contrecourant.org

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE
1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE